



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 15 mai, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 7 mai 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LUCKHAUS, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme SARRAUTE à M. BALDES, M. MONMARCHON à M. RIMARK, M. BODIN à Mme MARECHAL

Etaient excusés:

M. CAVALEIRO, M. INOCENCIO, Mme QUERAL, Mme LANDAIS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

16 – FIXATION DU MONTANT PLAFOND DE PRISE EN CHARGE DU COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF)

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Le décret n°2017-928 du 6 mai 2017 met en œuvre le compte personnel d'activité dans la fonction publique et la formation professionnelle tout au long de la vie.

Le Compte Personnel de Formation (CPF) permet à l'ensemble des agents publics, titulaires et contractuels qui relèvent des dispositions de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, d'acquérir des droits à la formation.

Ces droits prennent la forme d'heures mobilisables pour suivre une formation et en obtenir le financement.

L'article 9 du décret susvisé permet à l'organe délibérant de fixer un montant plafond de prise en charge des frais de formation.

Ainsi, il est envisagé de plafonner cette prise en charge, par action de formation, à hauteur de 500 €.

En cas de constat d'absence de suivi de tout ou partie de la formation sans motif valable, l'agent devra rembourser les frais engagés.

Le Comité Technique a émis un avis favorable le 2 mai 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal de fixer le montant plafond par action de formation à 500 €.

Les crédits sont prévus au budget principal M14 au chapitre 011 article 6184.

La commission n°1 (Finances- Ressources Humaines- Administration Générale Et Associations Diverses) s'est réunie le 3 mai 2018 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 22/05/18
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20180515-54893-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

